

## AVIS IMPORTANTS.

Désormais, nous paraîtrons le jeudi de chaque semaine : nos abonnés de la campagne seront servis, le mercredi, par les malles de l'après-midi et le journal sera distribué en ville, le jeudi matin.

Nos abonnés de Terrebonne, par un déplorable malentendu, n'ayant reçu que les trois premiers Nos., notre ami, Z. Rous-sille, Ecr., avocat, a bien voulu se charger de l'agence du journal pour nous aider à remédier à ce malheur pour nous : c'est à lui qu'on pourra s'abonner et payer.

## LA PARODIE GUIBORD.

Quelques-uns de nos lecteurs nous reprochent d'avoir publié la parodie Guibord ; ils y voient des allusions blessantes au défunt Guibord et à l'Institut. Comme nous avons rejeté la responsabilité de cette boutade et que nous n'y voyions pas de malice, nous l'avons laissé passer. Mais nous devons dire que si nous avons soupçonné que plusieurs de nos lecteurs y verraient une insulte à la mémoire de Guibord et des analogies déplacées pour l'Institut, nous ne l'aurions pas publiée. Nous avons déjà prouvé, il nous semble, que nous respectons les hommes dont nous ne partageons pas les idées et que nous savions reconnaître leur talent et leur mérite. Ayant reçu cette communication d'un homme estimable, libéral même, qui en prenait la responsabilité, nous l'avons parcourue à la hâte, sans nous défier des interprétations et des mécontentements légitimes auxquels elle pourrait donner lieu.

REDACTION.

## L'OPINION PUBLIQUE.

LUNDI, 25 AVRIL, 1870.

## "LA PAIX OU LA GUERRE."

Sous ce titre plein de sensation, plusieurs journaux font de longs commentaires sur les intentions que l'on prête au gouvernement de vouloir envoyer une expédition dans les territoires du Nord-Ouest pour y abattre le drapeau insurrectionnel levé par Riel. La presse anglaise est unanime pour conseiller l'expédition ; et elle le fait dans des termes très propres à inspirer à la population française de "patriotiques angoisses." Le *Globe* n'y veut envoyer que des Anglais et des Haut-Canadiens ; le *Telegraph*, de Toronto, complétant probablement la pensée de son confrère, laisse clairement voir son désir sanguinaire—qui est l'extermination des Métis français à la Rivière Rouge. Il y a déjà beaucoup trop de Français, suivant lui, dans la province de Québec, et il serait très utile au Haut-Canada de faire disparaître les quelques débris épars de cette race maudite qui pourraient encore lever la tête dans les vastes déserts de la Terre de Rupert. Il faut aussi convenir que ces Français catholiques sont une engeance quelque peu incommode. Ils sont un peu trop attachés à leur foi et à leur nationalité : le combat, et même le martyre leur coûtent peu. Il y a là-dessus de belles pages dans notre histoire ; c'est un bel encouragement et de quelque côté que nous dirions nos pas, soit ici, soit dans les froides régions si longtemps exploitées par la puissante Compagnie qui vient de lâcher sa proie, soit encore plus loin en gagnant le Pacifique ou en redescendant dans l'antique Acadie, partout nous trouvons des monuments, d'héroïques souvenirs qui nous rendent de plus en plus intraitables sur ce chapitre de la race et de la religion.

La presse française toute entière s'est donc justement émue ; la population bas-canadienne est très alarmée. Les cris sauvages poussés par la presse fanatique du Haut-Canada, la pression extraordinaire exercée sur le cabinet par l'opinion anglaise et protestante, sont certes plus que suffisants pour autoriser ces émotions et ces alarmes.

Nous partageons, nous aussi, ces sentiments, comme nos lecteurs ont pu s'en convaincre par le soin anxieux avec lequel nous avons suivi les événements qui se déroulent dans cette contrée, depuis surtout quelques semaines. Nous voulons aujourd'hui ajouter quelques réflexions, quelques suggestions qui ne manqueront peut-être pas d'utilité. Le meilleur moyen d'envisager sagement la situation est d'abandonner toutes récriminations sur le passé. Ce mode est préférable pour tout le monde, parce que tout le monde a commis des bévues dans cette question du Nord-Ouest ; et quand nous disons *tout le monde*, nous entendons parler des gouvernements comme des individus. Nous le répétons, nous sommes en face d'une position critique, solennelle, qu'il faut sonder froidement, mesurer dans toute son étendue, sans égard aux causes qui l'ont produite. Nous sommes en présence d'un homme qu'un accident presque fatal a blessé très dangereusement : le plus pressé est de le secourir promptement, d'arracher au gouffre béant de la mort une victime qu'elle s'appête à dévorer. On court au médecin avant d'établir une enquête sur les causes de l'accident.

Telle est exactement notre position, que nous précisons ainsi : une loi du parlement nous autorise à acheter,

moyennant £300,000 sterling, les droits de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur et dans les territoires du Nord-Ouest ; l'Angleterre est prête à nous céder son autorité ou sa souveraineté (*high domain*) sur les mêmes territoires : le prix d'achat à être payé à la Compagnie est déposé à Londres pour être remis à qui de droit lorsque l'on pourra nous livrer la paisible possession du pays.

Virtuellement, ou de fait, l'autorité de la Compagnie de la Baie d'Hudson n'y existe plus, et sur ses ruines s'est élevé un nouveau pouvoir qui ne veut pas entrer dans la Confédération sans certaines garanties de *self-government*. Ce pouvoir *de facto* a des délégués à Ottawa : le juge Black, Alfred Scott et le Révd. P. Ritchot. L'exécution de Thomas Scott par le Gouvernement de Riel a soulevé les plus mauvais préjugés du Haut-Canada : la victime était orangiste, dit-on, et ci devant citoyen de Toronto. On harcèle, on tracasse, on persécute deux des envoyés d'une façon indigne, et l'Ontario ne veut pas que le gouvernement les reçoive, quoiqu'il les ait invités par une dépêche de M. Howe à Mgr. Taché. Les amis, les partisans du système fédéral veulent à tout prix le Nord-Ouest et toutes les autres possessions anglaises de ce côté comme complètement indispensable de la grande monarchie constitutionnelle qu'on médite de former à côté de la Grande République : il nous faut une ouverture sur les deux océans afin d'être plus sûrement indépendants des américains. Il est bon d'ajouter, pour achever le tableau de la situation, qu'on a de bonnes raisons de croire que les yankees ou du moins les féniers ont un peu la main dans cette révolte de la Rivière Rouge. Mgr. Taché, chargé par le gouvernement d'une mission spéciale de conciliation et de paix dans ces lieux où son influence vénérée est si grande, est en ce moment ardemment occupé à son travail de pacification et il a déjà obtenu un grand succès par la libération du reste des prisonniers que Riel tenait encore au Fort Garry et qu'il n'a relâchés que sur les instances du Saint Eêvque.

Que doit, dans ces circonstances, faire le gouvernement?—D'abord recevoir les trois délégués et épuiser tous les moyens de conciliation, comme le lui conseillent toute la députation et toute la presse françaises et, depuis quelques jours, la partie la plus respectable de la population et de la presse anglaises. Et nous sommes certains, quoique les apparences semblent nous démentir, que le gouvernement *en agira de la sorte*.

Mais si le prétendu gouvernement provisoire de Riel refuse d'accepter les termes libéraux du Canada, ou ne veut pas se soumettre et faire place à l'autorité fédérale, il sera par là même jugé et condamné ; on sait quel terme on va lui offrir : c'est une constitution à l'instar de celle de toutes les autres Provinces de la Puissance, *qu'il a lui-même demandée*. Cela est consigné dans les documents officiels ; dans les instructions données au commissaire Smith, à Mgr. Taché, et, même dans celles données à M. McDougall. Il est évident, au-delà de tout doute, que les insurgés, en ne voulant pas de ces conditions, démontreront que leur soulèvement n'était pas de bonne foi, et que l'accusation portée contre eux—de faire l'œuvre américaine ou fénienne était malheureusement fondée. Dès lors, le rôle des gouvernements impérial et fédéral nous semble tout tracé. Il faudra recourir à la ressource suprême des armes, ou renoncer à la Confédération.

Mais cette ressource suprême, cette expédition nous cause une frayeur légitime : ce sera tout simplement une guerre d'extermination contre des compatriotes et, conséquemment, la perte d'un appoint considérable dans les entreprises que l'on voudrait plus tard peut-être tenter contre nous.

Nous n'en croyons rien et, malgré la longueur de cet article, nous demandons à nos lecteurs permission de leur soumettre les motifs qui nous engagent à nourrir cette opinion.

Et d'abord, qui fera, qui *conduira* cette expédition tant redoutée?—Le gouvernement impérial, qui se prépare déjà ; les hommes, le commandement, le contrôle, tout sera sous sa haute direction. Nos volontaires n'auront qu'à suivre, et à obéir à ses ordres. Il y est tenu, parce que le Canada n'a pas encore accepté le transfert des Territoires, et, l'eût-il accepté, le gouvernement impérial en agirait encore de même pour deux excellentes raisons : nous ne sommes pas responsables de l'état de choses actuel dans le Nord-Ouest. La première cause, peut-être, la seule cause apparente du mécontentement des Métis, ce sont les arpentages faits par les Snow, Dennis, Mair et autres : or ces arpentages ont été faits du consentement et avec l'approbation de l'Angleterre et de la compagnie. En second lieu, nous n'avons pas les moyens d'entreprendre seule une telle campagne qui nous ruinerait et serait certainement pour nous une guerre d'Abyssinie canadienne. Croit-on que l'Angleterre *qui a consenti la Confédération pour les canadiens-français*, se prêterait au fanatisme d'Ontario pour faire une guerre d'extermination à une portion de notre race ? Qu'on n'oublie pas dans l'appréciation de tous ces événements, un fait important, capital : l'Union Législative était dans l'esprit de presque

tous les Délégués Anglais à Londres en 1866 et 1867 ; malgré la convention de Québec, quelques uns d'entre eux ont voulu trahir M. Cartier et obtenir une union pure et simple. Ils ont échoué, devant l'énergie de Sir George et de M. Langevin, devant la justice du gouvernement et du Parlement anglais, qui, appuyés sur des Traités solennels, n'ont déclaré et décrété l'Union des Provinces anglaises possible qu'à la condition que notre autonomie nationale serait garantie dans le Pacte Fédéral, comme elle l'était par les Traités. Nous avons donc, nous, canadiens-français, une double garantie : garantie constitutionnelle nous résultant de l'acte Impérial de 1867, garantie internationale, si nous pouvons ainsi parler, assurée par le Traité de cession de la France à l'Angleterre. Personne ne peut toucher à nos immunités sans nous donner par là même le droit d'appeler les hautes parties contractantes à nous protéger. Et l'on pourrait penser que l'Angleterre pour satisfaire quelques préjugés stupides de la Province d'Ontario, va lui laisser le haut du pavé dans la Confédération et lui laisser opérer toute seule la soumission du Nord-Ouest, pour, après cela, se prévalant de la déloyauté des français de la-bas, nous faire la loi ! nous croyons la chose tout simplement impossible.

Mais, et nous finissons par ce conseil modeste, nous prions tous les Canadiens-Français, soit au Parlement, dans la presse ou ailleurs, chacun dans leur sphère d'influence de faire tout en leur possible, s'il doit y avoir telle campagne, pour engager nos volontaires à en faire partie. Plusieurs raisons de sage politique doivent nous commander cette démarche. Il est à peine besoin de les indiquer.

"Il n'est pas bon que l'homme soit seul," dit l'Écriture ; l'Écrivain sacré eût certainement ajouté, s'il eût prévu les orangistes du Haut-Canada et nos petites misères intestines : il est très mauvais que les volontaires d'Ontario soient seuls, même derrière les troupes impériales. Si la terrible éventualité dont nous sommes menacés, doit arriver, s'il nous faut conquérir une partie du Nord-Ouest au prix du sang de nos enfants, faisons donc l'impossible pour que, dans le contingent à être fourni par le Canada, nous soyons représentés au moins dans la mesure de notre force et la proportion de notre nombre. Autrement, ce serait abdiquer devant les méprisables insolences des quelques fanatiques d'Ontario, qui déclarent sur le ton d'une insupportable fanfaronnade que le Nord-Ouest leur appartient et que c'est à eux de le soumettre.

Nous espérons, toutefois, n'avoir évoqué là qu'un fantôme : la sagesse combinée du gouvernement impérial et de notre gouvernement et de notre Parlement, le Tout-Puissant aidant, feront que la noble et belle race française, toujours visiblement protégée du ciel, ne sera pas appelée à se déchirer entre elle pour le plus grand intérêt des américains et la satisfaction de nos si sincères amis du Haut-Canada.

J. A. MOUSSEAU.

Nos lecteurs apprendront sans doute avec plaisir la libération des délégués du Nord-Ouest, la poursuite ayant abandonné ses procédés ridicules.

La population catholique d'Ottawa a voulu leur faire une ovation ; le père Ritchot s'y est opposé. Le gouvernement Canadien est entré en communication avec eux.

## "LE RETOUR DU ZOUAVE."

Voilà une jolie romance qui fait honneur à son auteur, M. Alphonse Bellemare : la musique est de M. J. B. Labelle. Nous n'avons aucun doute que toutes les familles voudront avoir ce chant patriotique et religieux.

Nous apprenons que M. l'Assistant Adjudant Général de Québec a répondu aux offres de service des ex-zouaves pontificaux qu'il accepterait leur organisation en compagnie de volontaires, sans cependant leur permettre de porter l'uniforme qu'ils ont demandé.

## UN NOUVEAU JOURNAL.

Les Irlandais catholiques de cette ville se préparent à fonder un journal important qui devra faire une lutte vigoureuse aux journaux protestants. Des assemblées ont eu lieu la semaine dernière, pour en jeter les bases et \$5,700 de souscriptions ont déjà été inscrites dans les livres.

L'Union St. Pierre a célébré, mardi soir, le onzième anniversaire de sa fondation avec beaucoup d'éclat, disent ceux de nos heureux confrères qu'on avait invités à cette belle fête. Nous regrettons de ne pouvoir en parler avec connaissance de cause.

## LES FÉNIENS.

Presque tout les volontaires ont reçu ordre de retourner dans leurs foyers, le gouvernement ayant été informé que l'invasion fénienne était une *illusion*. Les journaux américains parlent pourtant plus que jamais des préparatifs militaires de la confrérie. Le Congrès de New-York discute vivement, paraît-il, l'opportunité d'une invasion immédiate, mais le mouvement dans tous les cas ne pourrait avoir lieu avant trois semaines. Le rapporteur du *Leader* de Toronto donne une foule de détails intéressants sur l'organisation fénienne ; si ses informations sont exactes nous pourrions bien être troublés avant longtemps et les volontaires n'auront eu qu'un congé de quelques jours.